



Déclaration de la FNEC FP-FO CSA SD des Côtes-d'Armor du 20 novembre 2025

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

En application d'un budget 2025 plombé par 50 milliards de coupes, budget passé sans vote à coup de 49-3, cette rentrée est marquée par les suppressions de postes, les fermetures de classes, le manque d'infirmières, de médecins, d'assistants sociaux, de personnels administratifs, de personnels techniques, d'enseignants, de psychologues, de conseillers d'éducation, d'assistants d'éducation, d'accompagnants, etc.

Les écoles des Côtes-d'Armor n'échappent pas à la règle : 4 suppressions de postes, 20 fermetures de classes, un manque de remplaçants pour remplacer chaque enseignant absent tout au long de l'année, un manque d'accompagnants pour respecter les notifications de la MDPH et pour remplacer les AESH malades, un manque de places en IME, en ITEP et en SESSAD pour mettre en œuvre les orientations prescrites.

La direction académique n'a prononcé au total pour la rentrée de septembre que 5 ouvertures de classe et... distribue 17 aides pédagogiques : les classes provisoires fermant automatiquement à la fin de l'année deviennent donc la règle. La direction académique démontre avec ses 20 fermetures et 22 ouvertures et aides, qu'il faut créer des postes au lieu d'en supprimer. La FNEC FP-FO refuse classes et personnels jetables.

Les coupes budgétaires s'attaquent même aux plus fragiles : 48 726 élèves, selon une enquête parlementaire, étaient privés d'AESH à la rentrée 2025, contre 36 186 à la rentrée 2024. Ce sont les chiffres du Ministère lui-même, dont chacun sait qu'ils sous-estiment dramatiquement la réalité, marquées par les milliers d'élèves qui ne reçoivent une aide humaine que de quelques heures sans préoccupation de leurs besoins en accompagnement : il faut se partager l'AESH. La mutualisation devient la norme, la volonté est de diminuer encore le nombre d'AESH. En janvier, 186 élèves avec une nouvelle notification attendaient un AESH selon la direction académique qui n'a plus communiqué de chiffres par la suite, sachant qu'il n'y avait plus de budget pour recruter des AESH et que les notifications continuaient à tomber.

Concernant certains de ces élèves en situation de handicap, malgré des orientations définies par la MDPH vers des structures spécialisées (IME, ITEP...) ou des prises en charges SESSAD, ce sont 24 000 élèves au niveau national qui attendent une place et se retrouvent dans une classe ordinaire ou à la maison, sans la scolarisation adaptée due. Le président de l'Adapei-Nouvelles parlait de 400 enfants sans place en IME ou en SESSAD il y a un an dans notre département.

Malgré nos demandes de chiffres en terme de nombre d'enfants suivis, en attente, de prise en charge RASED, la DSDEN refuse en toute illégalité de donner des éléments. En effet, elle reproche à FO de les faire connaître !

La Rectrice de l'académie de Rennes applique les budgets d'austérité. Elle a licencié 24 AESH expérimentées qui ne demandaient qu'à travailler sur la base du contrat de travail

signé, et refusaient l'avenant au contrat de travail qui élargissant leur zone d'intervention dégradait sérieusement leurs conditions de travail. 10 autres AESH, recrutés pourtant avec une RQTH, sont licenciés pour cause d'inaptitude physique.

Les AESH voient leurs conditions de travail se dégrader de façon intolérable et la précarité de leur contrat perdurer : accompagnement d'un nombre trop important d'élèves, non-remplacement en cas d'arrêt de travail, licenciement, faiblesse de leur rémunération, attente depuis 20 ans d'un vrai statut de la fonction publique...

La FNEC FP-FO dénonce l'abandon insupportable des élèves handicapés, l'abandon insupportable des familles, l'abandon insupportable des enseignants et accompagnants ! Cette barbarie doit cesser.

Toutes les suppressions de postes au lieu d'en créer, tous les élèves abandonnés sans l'aide adaptée indispensable mettent les personnels et les élèves dans une situation psychologique et physique catastrophique. Cette situation, le manque de réponses aux problématiques, la culpabilisation des enseignants entraîne une multiplication des arrêts de travail. Ceux-ci ne sont plus rémunérés qu'à 90% après ponction du jour de carence. Le plan de coupes budgétaires s'attaque en effet à tous les fonctionnaires malades de façon scandaleuse. A l'insécurité, physique, psychologique s'ajoute l'instabilité financière, les fonctionnaires ayant de plus perdu en 25 ans, 31,5 % de salaire, si l'on compare le taux d'inflation et la revalorisation du point d'indice.

Chaque gouvernement Macron sort inévitablement un projet de coupes budgétaires d'une grande violence contre les services publics et la Sécurité sociale. Le budget 2026 est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Ce projet de budget Macron-Lecornu est tout aussi inacceptable que celui de l'ex-premier ministre Bayrou dévoilé en juillet 2015, budget censuré qui l'a contraint à démissionner. Il l'aggrave même.

Les coupes dans la santé passent de 5,5 à 7,1 milliards. Au lieu d'abroger la réforme portant l'âge de départ en retraite à 64 ans, le gouvernement et ses alliés se sont entendus sur sa suspension. Les travailleurs, avec la FNEC FP-FO, exigent l'abrogation de cette contre-réforme et non son report.

La conférence sur le travail et les retraites voulue par le Premier ministre a été officiellement lancée ce 4 novembre : outre la retraite par points, le ministre du travail a mentionné la possibilité d'ajouter un étage de capitalisation. Pour la FNEC FP-FO, il s'agit pour le gouvernement d'intégrer les organisations syndicales à la construction d'une nouvelle contre-réforme des retraites visant à liquider les régimes de retraites par répartition fondés sur la solidarité ouvrière pour confier les milliards des cotisations ouvrières aux fonds spéculatifs. Nous le refusons catégoriquement !

Rappelons les propos de Fillon lors de son grand oral devant les patrons le 10 mars 2016 : « *Le système par points, en réalité, ça permet une chose qu'aucun politique n'avoue : ça permet de baisser chaque année la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions* ».

5 400 emplois supplémentaires sont annoncés dans l'Education nationale. Derrière cette annonce trompeuse, le gouvernement Macron-Lecornu-Geffray se prépare en fait à supprimer des milliers de postes dans l'Education nationale dont 1 891 dans le 1er degré et 1365 dans le 2nd degré. En effet, se met en place en 2026 la réforme des concours, qui va contraindre l'Education nationale à budgéter de nouveaux postes : 8 000 emplois qui ne seront pas en classe durant l'année de Master 1.

La FNEC FP-FO revendique :

- le retrait entier et définitif du plan de coupes budgétaires dans la Sécurité sociale et les services publics, quel que soit le ministre qui doive le porter ;
- ni par points ni par capitalisation, maintien du système de retraite fondé sur la répartition et la solidarité ouvrière !
- l'abrogation immédiate de la contre-réforme des retraites Macron-Borne ;
- la revalorisation de 31,5% de la valeur du point d'indice ;
- l'abrogation du jour du carence et de la baisse de rémunération à 90 % en cas de congé de maladie ordinaire ;
- l'annulation de toutes les fusions d'établissements, suppressions de postes, fermetures de classes, et la création de tous les postes statutaires nécessaires : enseignants, AESH, infirmières, médecins, assistants sociaux, personnels administratifs, personnels techniques, de psyEN, de CPE, d'AED...
- l'annulation et l'arrêt des licenciements d'AESH ; la création d'un statut de fonctionnaire d'Etat catégorie B pour les AESH, avec un salaire à temps complet pour 24 heures d'accompagnement des élèves en situation de handicap ;
- le respect des orientations dans les dispositifs ULIS, UEEA, UEMA, ainsi que dans les établissements sociaux et médicaux-sociaux, et l'augmentation du nombre de personnels titulaires à hauteur des besoins notifiés par la CDAPH.

Les collègues comme les autres travailleurs du public et du privé se sont mobilisés, avec les organisations syndicales, à plusieurs reprises depuis le 1er septembre. Ils rejettent un nouveau plan de coupes budgétaires, taillant des milliards d'euros dans la Sécurité sociale et les services publics.

Dans les conditions actuelles, l'heure pour les personnels est à la discussion pour aboutir à la victoire. Les journées saute-moutons ont démontré leur inefficacité. Bloquer l'offensive anti-ouvrière ne peut passer que par l'action unie et soudée de millions de travailleurs avec leurs syndicats, dans la grève pour gagner sur les revendications.